

LE REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR L'A AFFIRMÉ CE JEUDI À BOUIRA

L'État a déboursé 116 milliards de dinars pour la prise en charge des gardes communaux

«L'Etat, contrairement à ce qui se dit çà et là, n'a jamais abandonné les gardes communaux, ces agents qui comptent parmi les meilleurs enfants de l'Algérie, qui se sont donnés corps et âme pour la défense de la République. L'Etat ne pourra jamais oublier leur sacrifice et c'est pour cela que ces agents qui ont exercé dans ce corps de sécurité ont toujours été la préoccupation première de tous les ministres qui se sont succédé au niveau du ministère de l'Intérieur.»

Yazid Yahiaoui - Bouira (Le Soir) - Cette déclaration est de M. Larbi Hamdane, représentant personnel du ministre de l'Intérieur qui était, ce jeudi à Bouira, pour présider une cérémonie organisée en l'honneur des gardes communaux de la wilaya de Bouira ; un corps de sécurité écarté de la lutte antiterroriste sur décision de l'Etat en 2011 et ses agents, tous admis à la retraite pour ceux qui ont cumulé 15 années et plus de service et qui sont quelque 60 000 à l'échelle nationale, sur les 94 000 gardes communaux que comptait ce corps, alors que les 34 000 autres se sont retrouvés presque abandonnés, ballottés qu'ils étaient entre le ministère de l'Intérieur et celui de la Défense nationale, tantôt on annonçait leur rattachement au ministère de la Défense, tantôt on évoquait la création de la police communale qui sera justement confiée à ces agents de l'ex-garde communale.

Aussi, depuis 2011 et pour recouvrer leurs droits mais également pour arracher la reconnaissance de l'Etat à ce corps auxiliaire de sécurité qui était au-devant de la lutte antiterroriste au même titre que les autres corps de sécurité réguliers de l'ANP, de la police et de la Gendarmerie nationale, les gardes communaux ont multiplié des actions de rue et autres rassemblements dont le plus mémorable est

celui de juillet 2012 où plus de 10 000 gardes communaux en tenue régulière avaient défilé dans la capitale jusque-là interdite pour toute manifestation, et ce, depuis la fameuse marche des Arouch du 14 juin 2001.

Ce jeudi, deuxième escale, après celle de Tipasa, le représentant du ministre de l'Intérieur a insisté sur la bonne volonté de l'Etat à prendre effectivement en charge cette frange de la société. Et d'ailleurs, pour démontrer la bonne volonté du département de Noureddine Bedoui et de l'Etat en général, Larbi Hamdane dira que «malgré la crise qui secoue le pays, toutes les doléances des gardes communaux ont été prises en charge, et cela a coûté à l'Etat quelque 116 milliards de dinars». Mais, de par «l'importance et la valeur que revêtent ces agents aux yeux de l'Etat algérien qu'ils ont servi et défendu avec abnégation, aucun montant ne pourra être considéré comme lourd à supporter».

Cela étant, lors de sa brève intervention, le représentant du ministère de l'Intérieur qui ne manquera pas de souligner sa satisfaction tant la salle était pleine, signe que les gardes communaux sont très réceptifs quand ils s'agit d'une véritable prise en charge de leurs doléances, appellera les présents à transmettre le message aux absents pour les



Les gardes communaux continuent, malgré tout, de réclamer un statut particulier.

inciter à se présenter auprès de la délégation de la garde communale de la wilaya pour remplir les dossiers nécessaires afin de bénéficier d'une carte professionnelle et d'une retraite anticipée s'ils ont déjà cumulé 15 années de service, ou d'être orientés vers les services de la DAL où ils seront à sa disposition pour servir le restant des années pour atteindre les 15 années au niveau de la police communale.

Rappelons que ce jeudi, lors de cette cérémonie à laquelle ont participé, outre le représentant du ministère de l'Intérieur, le wali et la commission de sécurité, ainsi que près de 200 gardes communaux, des cartes professionnelles signées par le délégué de wilaya et portant le sceau officiel de l'Etat, ont été remises à certains gardes communaux, des décisions d'affectations de logements de différents programmes, social, aide à l'habitat rural ainsi que du participatif ou LPA, ont été également remises à certains gardes communaux et à des veuves des gardes communaux morts au champ d'honneur, des

micro-crédits et des fauteuils roulants pour handicapés, ont été également remis pour certains gardes communaux invalides, après avoir perdu l'usage de leurs pieds lors d'explosions de bombes ; des échantillons tant au niveau de la wilaya de Bouira, sur les 3 400 gardes communaux, il y avait quelque 300 morts au champ d'honneur et 290 blessés dont des amputés des membres inférieurs.

En somme, autant d'avantages que les gardes communaux ne cessaient de réclamer depuis plus de 5 ans, et pour lesquels l'actuel ministre, Noureddine Bedoui, semble attacher une très grande importance. En témoigne la correspondance envoyée le 24 mars dernier aux 48 wilais, dont nous détenons une copie, et dans laquelle il insiste sur la prise en charge effective et sans délais de toutes les doléances des gardes communaux, avec obligation pour tous les wilais de convoquer chaque quinzaine, une réunion avec la commission de sécurité et en présence du représentant des gardes communaux pour

assurer en personne le suivi de ce dossier. Le tout avec également l'envoi chaque quinze jours d'un compte-rendu au ministre pour qu'il s'assure du meilleur suivi de ce dossier pour le clôturer au plus vite et pour de bon.

Pas si sûr si l'on sait que dans cette cérémonie, un certain Lahlou Aliouat, le coordinateur et porte-parole du mouvement national des gardes communaux libres, celui-là même qui est plus connu dans les marches et dans la rue que dans les salons et autres cérémonies officielles, était là ce jeudi, présent dans la salle des conférences de la maison de la culture Ali-Zamoum de Bouira.

Aliouat Lahlou était là présent et semblait, certes, satisfait de l'avancée notable de ce dossier surtout que dans la plateforme de revendications, beaucoup de points ont été satisfaits, notamment le dossier des radiés du corps pour lesquels l'actuel ministre Bedoui a pris la décision de les réintégrer tous, en lançant un appel à tous les gardes communaux radiés pour se présenter aux délégations de leurs wilayas d'origine afin d'être réintégrés dans la police communale.

Cependant, et bien que la prise en charge du dossier ait satisfait ce dur parmi les plus durs comme Lahlou Aliouat, il reste que ce même Aliouat Lahlou nous dit être très vigilant et qu'il continue malgré tout à «réclamer un statut particulier et une reconnaissance officielle de l'Etat des sacrifices de ce corps qu'ils ont pris la peine de dissoudre comme s'il n'a jamais existé». Un serment que le porte-parole des gardes communaux libres dit mener jusqu'au bout, et ce, par devoir de mémoire aux 4 600 gardes communaux tombés au champ d'honneur.

Y. Y.

SOUVENIR DAY

Amel Zenoune, assassinée pour avoir refusé de porter le voile...

Amel Zenoune, jeune étudiante en droit, quitte Alger dans un bus de l'université pour rentrer chez elle, à Sidi Moussa, environ une heure avant la rupture du jeûne. En ce dimanche 26 janvier 1997, 17^e jour du Ramadhan, sur le chemin, le bus est arrêté par ce que les Algériens appelleront «un faux barrage», pour le distinguer des barrages de contrôle assurés par les militaires.

L'embuscade est mise en place par des terroristes du Groupe islamiste armé GIA au lieudit Benedja, commune de Bentalha, de triste mémoire, pour avoir subi un des massacres les plus terrifiants des années 1990.

Les passagers du bus tremblent de peur et voient leur dernière heure arriver. Mais les terroristes ne semblent pas se soucier d'eux. Une seule personne les intéresse : Amel Zenoune. On lui intime l'ordre de descendre du bus et la jeune fille s'exécute avec courage.

L'un des hommes armés aiguise son couteau sur une pierre et, sans le moindre état d'âme, égorge la jeune fille sous le regard des autres passagers terrifiés. Il leur dira en substance qu'elle servira d'exemple à toutes celles qui fréquentent les universités et qui vont au travail sans être voilées. Un message terrifiant pour celles qui refusent d'abdiquer à leur ordre moral inique. Elle avait tout juste 22 ans.

Elle devait servir de modèle pour terrifier toutes les femmes et jeunes filles qui, en Algérie, résistaient au diktat du FIS, Front islamique du salut, et ses différents bras armés.

Dans d'autres contrées du monde, en terre d'Islam, des millions de femmes à l'image de Amel Zenoune, continuent de résister, par tous les moyens, à l'intégrisme islamiste et son ambition démesurée de soumettre les femmes et les sociétés à leur projet théocratique moyenâgeux.

C'est à Paris, capitale de la France laïque, héritière des siècles des Lumières et de la République, promoteur des droits de l'Homme et de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes, qu'une initiative dite Hijab Day est lancée. Initiative mondiale lancée en 2013 par un réseau qui réussit parfaitement son marketing politique en Europe. La preuve est là sous nos yeux : c'est précisément à Sciences Po Paris, prestigieuse école où la raison est enseignée, pour éclairer l'esprit, que l'action démarre !

Quelles que soient les motivations des jeunes étudiantes «solidaires» qui se sont mobilisées pour «soutenir leurs copines voilées», qu'elles n'oublient pas que des centaines de milliers, non des millions de femmes, musulmanes occupent l'espace public tête

nue dans leurs pays, au péril de leur vie. Résister par tous les moyens pour dire leur aspiration à être libres et insoumises à l'ordre moral qui veut les cacher parce qu'objet sexuel ! Combien d'entre elles ont payé par le viol et la mort le tribut de «butin de guerre» ?

Que ces jeunes étudiantes, sûrement laïques et émancipées, n'oublient pas que ce combat autour du «voile» cache avant tout l'ambition de forces politico-religieuses violentes, déterminées à conquérir le monde pour transformer «le citoyen» en communauté de simples croyants soumis à un ordre totalitaire où les femmes sont appelées à se cacher, s'effacer, obéir, disparaître...

Que toutes les jeunes filles voilées, que les prêcheurs et «dealers de paradis» courtisent par un faux discours de tolérance et de bienveillance, fassent l'effort d'interroger cette pratique imposée hors contexte et qui est à des années lumières de l'Islam le plus lumineux qu'elles pensent représenter ! Lisez Ibn Sina, Ibn Rochd, Mohamed Arkoun, Fatima Mernissi, pour porter un autre esprit de l'Islam que celui qui s'affiche en uniforme.

Par cette expression qui ne fera sûrement pas l'unanimité, je crie ma rage de militante féministe algérienne ayant vécu comme des centaines de milliers de mes concitoyennes

l'ordre intégriste en marche. Sans la résistance des femmes et tous les citoyens acquis à l'idée de la démocratie dans son sens plein d'humanité, le visage de l'Algérie aurait été radicalement transformé.

Certes, la France n'est ni l'Algérie, ni la Tunisie, ni l'Irak, ni l'Egypte. Seulement, n'oublions pas le credo unique des mouvements conquérants, intégristes d'extrême-droite. Quel que soit l'habit sous lequel ils se présentent, les premières victimes sont d'abord les femmes. C'est la leçon de notre histoire quotidienne.

Porter le voile est-ce une question de liberté garantie par l'exercice de la démocratie ? Je ne le pense pas. La bataille du «voile» est l'expression la plus visible de la volonté des intégristes de soumettre les femmes. L'évocation des principes de démocratie et de liberté est seulement le moyen d'y arriver...

N'oublions pas le sacrifice d'Amel l'étudiante, de Rachida l'agronome, de Khadidja la vétérinaire, de Lila l'enseignante, de Rabéa mère au foyer, et de cette très longue liste de résistantes...

Zazi Sadou, porte-parole du Rassemblement algérien des femmes démocrates, RAFD, 1993-2002